

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS139/11
WT/DS142/11
23 août 2000
(00-3373)

Original: anglais

CANADA – CERTAINES MESURES CONCERNANT L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

Surveillance de la mise en œuvre des recommandations et décisions

Désignation d'un arbitre conformément à l'article 21:3 c) du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends

La communication ci-après, datée du 23 août 2000, adressée par la Mission permanente du Canada, la Délégation permanente de la Commission européenne et la Mission permanente du Japon au Directeur général, est distribuée conformément à l'article 21:3 c) du *Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends*.

Nous nous référons à la communication du Japon et des Communautés européennes, datée du 4 août 2000, dans laquelle ces derniers demandaient le recours à l'arbitrage contraignant au titre de l'article 21:3 c) du *Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* (le "Mémoire d'accord") en vue de déterminer le délai raisonnable imparti au Canada pour la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'Organe de règlement des différends (l'"ORD") dans l'affaire *Canada – Certaines mesures concernant l'industrie automobile* (WT/DS139; WT/DS142; AB-2000-2), adoptées le 19 juin 2000.

Les parties au différend, à savoir le Canada, le Japon et les Communautés européennes, se sont entendues sur le choix d'un arbitre, conformément à la note de bas de page 12 relative à l'article 21:3 c) du *Mémoire d'accord* et ont désigné à cet effet M. Julio Lacarte-Muró. Nous souhaiterions vous demander de bien vouloir informer officiellement M. Lacarte-Muró que nous sommes convenus de lui confier l'arbitrage de cette affaire. Nous souhaiterions aussi qu'il soit aidé dans ses fonctions, en tant qu'arbitre au titre de l'article 21:3 c) du *Mémoire d'accord*, par le personnel du secrétariat de l'Organe d'appel.

Les parties notent que, lorsque le délai raisonnable pour la mise en œuvre est déterminé par arbitrage contraignant, l'article 21:3 c) du *Mémoire d'accord* prévoit que ce processus doit être mené à bien dans les 90 jours suivant la date d'adoption des recommandations et décisions de l'ORD. Comme les rapports concernant le présent différend ont été adoptés le 19 juin 2000, ce délai de 90 jours arrivera à expiration le 17 septembre 2000. Nous, parties au différend, sommes convenus de prolonger jusqu'au 6 octobre 2000 le délai pour l'arbitrage contraignant. Nous sommes convenus que la décision de l'arbitre, rendue au plus tard le 6 octobre 2000, sera réputée être la décision arbitrale aux fins de l'article 21:3 c) du *Mémoire d'accord* en vue de la détermination du délai raisonnable imparti au Canada pour la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD.
